

Vu que cette demande d'autorisation a été évaluée positivement sur le plan de la qualité, de la sécurité, et de l'efficacité de ce médicament tenant compte de son usage spécifique chez le chien;

Vu la nécessité de prévoir la possibilité d'exempter de la mesure de suspension de la délivrance des médicaments qui contiennent de la phénylepropanolamine à usage vétérinaire qui sont autorisés en vertu de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments;

Vu que cette exemption doit être faite d'urgence compte tenu des délais à respecter pour l'examen de la demande de l'autorisation de mise sur le marché dans la procédure de reconnaissance mutuelle,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 27 juin 2002 est ajouté : « à l'exclusion des médicaments à usage vétérinaire qui sont autorisés en vertu de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

Bruxelles, le 5 juin 2003.

J. TAVERNIER

Gelet op het feit dat deze aanvraag tot vergunning positief werd geëvalueerd op het gebied van de kwaliteit, de veiligheid en de doeltreffendheid van dit geneesmiddel rekening houdend met zijn specifiek gebruik bij de hond;

Gelet op de noodzaak om de mogelijkheid te voorzien om van de maatregel van schorsing van de aflevering af te wijken voor geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik die fenylpropanolamine bevatten die toegelaten zijn op grond van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen;

Gelet op het feit dat deze afwijking dringend moet verleend worden rekening houdend met de termijnen voorzien in de wederzijdse erkenningprocedure voor de behandeling van de aanvraag tot vergunning voor het in de handel brengen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 juni 2002 wordt « , met uitsluiting van de geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik die geregistreerd zijn op basis van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen. » toegevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Brussel, 5 juni 2003.

J. TAVERNIER

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 2612

[C — 2003/22682]

22 MAI 2003. — Arrêté royal relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, modifiée par les lois des 22 décembre 1989, 26 juin 1992, 30 décembre 1992, 25 juillet 1994, 22 février 1998, 12 août 2000, 19 juillet 2001 et la loi-programme du 24 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal 27 décembre 2002;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, notamment les articles 3 et 21bis, respectivement modifié et inséré par la loi du 25 juin 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des personnes handicapées, donné le 1^{er} octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2002;

Vu la délibération en Conseil des ministres le 29 novembre 2002, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.575/3, donné le 15 avril 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o loi : la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

2^o Ministre : le Ministre qui a les allocations aux personnes handicapées dans ses attributions ou son délégué;

FEDERALE OVERHEIDSSTIJENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 2612

[C — 2003/22682]

22 MEI 2003. — Koninklijk besluit betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 26 juni 1992, 30 december 1992, 25 juli 1994, 22 februari 1998, 12 augustus 2000, 19 juli 2001 en de programlawet van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 december 2002;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikelen 3 en 21bis, respectievelijk gewijzigd en ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap, gegeven op 1 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 november 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 29 november 2002, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, nr. 34.575/3, gegeven op 15 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

INLEIDENDE BEPALINGEN

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o wet : de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

2^o Minister : de Minister die de tegemoetkomingen aan personen met een handicap onder zijn bevoegdheid heeft of zijn afgevaardigde;

3° allocations : l'allocation de remplacement de revenus, l'allocation d'intégration et l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;

4° bourgmestre : le bourgmestre, ou le fonctionnaire de l'administration communale délégué par le bourgmestre;

5° résidence principale : la résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^e, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

6° Service : le Service des allocations aux personnes handicapées de la direction d'administration des prestations aux personnes handicapées;

7° Service médical : le service médical de la direction d'administration des prestations aux personnes handicapées.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social il y a lieu d'entendre par information utile tous les renseignements qui, dans le domaine concerné par sa demande d'allocation, éclairent la situation personnelle de la personne handicapée.

Ces renseignements sont établis sur base de la législation et de la jurisprudence applicables à la date de la demande de renseignements.

Les renseignements visés à l'alinéa 1^{er} portent sur :

1° les conditions d'ouverture du droit à une allocation;

2° le montant de l'allocation ainsi que les éléments pris en considération pour l'établissement de ce montant.

§ 2. Le délai de 45 jours prévu à l'article 3, alinéa 4, de la même loi prend cours à la date de la réception de la demande de renseignements par le service.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales concernant l'octroi des allocations

Section 1^{re}. — La demande

Art. 3. La demande est introduite auprès du bourgmestre de la commune où la personne handicapée a sa résidence principale.

Le bourgmestre peut désigner un fonctionnaire de l'administration communale, qu'il autorise à recevoir cette demande.

L'envoi de documents à la personne handicapée se fait à sa résidence principale.

Toutefois, il peut être dérogé à cette obligation sur demande écrite adressée au service par le bénéficiaire ou par une des personnes visées à l'article 24, § 3, alinéa 1^{er}.

Art. 4. La demande peut être introduite au plus tôt le premier jour du douzième mois précédent celui au cours duquel le demandeur atteint l'âge de 21 ans ou, avant l'âge de 21 ans, à partir du jour où il se marie ou a un enfant à charge ou répond à la condition visée à l'article 3, alinéa dernier, de la loi.

Art. 5. Le demandeur doit se présenter personnellement auprès du bourgmestre et être en possession de sa carte d'identité.

Il peut toutefois se faire représenter par un tiers qu'il charge d'un mandat spécial. Ce tiers doit être majeur et être en possession de sa propre carte d'identité, de la carte d'identité du demandeur et d'une procuration.

Si le demandeur ne sait pas signer, il appose une croix sur la demande; celle-ci est contresignée par le bourgmestre.

Art. 6. Le jour même où le demandeur ou son mandataire se présente afin d'introduire une demande d'allocation, le bourgmestre inscrit la demande dans le registre mis à sa disposition par le Service. Ce registre doit être tenu d'une manière chronologique, sans espacements, ratures ou apostilles.

Le bourgmestre peut, à sa demande et lorsque les circonstances locales l'exigent, être autorisé par le Service à tenir deux ou plusieurs registres d'inscription des demandes, à condition que les lieux, jours et heures d'utilisation des registres supplémentaires soient communiqués au Service.

Le demandeur ou son mandataire signe le registre dans la case réservée à cet effet. S'il ne sait pas signer, il appose une croix.

3° tegemoetkomingen : de inkomenstervangende, de integratietegemoetkoming en de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;

4° burgemeester : de burgemeester, of de door de burgemeester gemachtigde ambtenaar van het gemeentebestuur;

5° hoofdverblijfplaats : de hoofdverblijfplaats in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^e, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van natuurlijke personen;

6° Dienst : de Dienst voor tegemoetkomingen aan personen met een handicap van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan personen met een handicap;

7° Medische Dienst : de medische dienst van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan personen met een handicap.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van artikel 3, eerste lid, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde wordt onder dienstige inlichtingen verstaan, alle inlichtingen die de persoon met een handicap op het gebied waarop zijn aanvraag tot tegemoetkoming betrekking heeft, duidelijkheid verschaffen over zijn persoonlijke toestand.

Deze inlichtingen worden verstrekt op basis van de wetgeving en jurisprudentie die toepasselijk zijn op de datum van het verzoek tot inlichtingen.

De in het eerste lid bedoelde inlichtingen betreffen :

1° de voorwaarden voor de opening van het recht op een tegemoetkoming;

2° het bedrag van de tegemoetkoming alsook de elementen die in aanmerking werden genomen om dit bedrag vast te stellen.

§ 2. De in artikel 3, vierde lid, van dezelfde wet bepaalde termijn van 45 dagen gaat in op de datum van ontvangst van het verzoek tot inlichtingen bij de dienst.

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen inzake de toekenning van de tegemoetkomingen

Afdeling 1. — De aanvraag

Art. 3. De aanvraag tot tegemoetkoming wordt ingediend bij de burgemeester van de gemeente waar de persoon met een handicap zijn hoofdverblijfplaats heeft.

De burgemeester kan een ambtenaar van het gemeentebestuur aanstellen aan wie hij de machtiging verleent om deze aanvraag in ontvangst te nemen.

Het toezenden van de stukken aan de persoon met een handicap gebeurt op zijn hoofdverblijfplaats.

Van deze verplichting kan evenwel afgeweken worden op schriftelijk verzoek dat aan de Dienst gericht wordt door de gerechtigde of één van de personen bedoeld in artikel 24, § 3, eerste lid.

Art. 4. De aanvraag mag ten vroegste worden ingediend de eerste dag van de twaalfde maand voor deze tijdens welke de aanvrager de leeftijd van 21 jaar bereikt of, vóór de leeftijd van 21 jaar, vanaf de dag waarop hij huwt of een kind ten laste heeft of voldoet aan de in artikel 3, laatste lid, van de wet bedoelde voorwaarde.

Art. 5. De aanvrager moet zich persoonlijk bij de burgemeester aanmelden en in het bezit zijn van zijn identiteitskaart.

Hij kan zich evenwel laten vertegenwoordigen door een derde aan wie hij een speciale lastgeving verleent. Deze moet meerderjarig zijn en in het bezit zijn van zijn identiteitskaart, de identiteitskaart van de aanvrager en een volmacht.

Als de aanvrager niet kan ondertekenen zet hij een kruisje op de aanvraag; deze wordt mede ondertekend door de burgemeester.

Art. 6. De dag zelf waarop de aanvrager of zijn lasthebber zich anmeldt om een aanvraag tot tegemoetkoming in te dienen, schrijft de burgemeester deze aanvraag in in het door de Dienst ter beschikking gestelde register. Dat register moet chronologisch worden bijgehouden, zonder tussenruimten, doorhalingen of kanttekeningen.

De burgemeester kan, op zijn verzoek en indien de plaatselijke noodwendigheden het vereisen, door de Dienst ertoe gemachtigd worden twee of meer inschrijvingsregisters van de aanvragen bij te houden, op voorwaarde dat aan de Dienst de plaatsen, dagen en uren van gebruik van de bijkomende registers worden meegedeeld.

De aanvrager of zijn lasthebber tekent het register in het daartoe voorbehouden vak. Zo hij niet kan tekenen, brengt hij een kruisje aan.

Art. 7. § 1^{er}. Le bourgmestre prend note de la demande d'allocation sur une formule conforme au modèle fixé par le Service; il y mentionne le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques ainsi que tous les renseignements relatifs à l'état civil, à la nationalité et à la résidence principale du demandeur et des personnes avec lesquelles il forme éventuellement un ménage, au sens de l'article 7, § 3, de la loi.

Il déclare que les renseignements concernant l'identité et le ménage du demandeur sont exacts, que toutes les questions figurant sur la formule ont été posées et que les réponses ont été consignées correctement.

Il fait signer une déclaration selon laquelle le demandeur confirme que les renseignements communiqués sont sincères et complets. Si le demandeur ou son mandataire ne sait pas signer, il appose une croix.

Il transmet cette déclaration signée au Service.

§ 2. Le bourgmestre remet au demandeur un accusé de réception de la demande portant la date à laquelle il s'est présenté en vue d'introduire sa demande.

L'accusé de réception, le formulaire de demande et l'inscription au registre visé à l'article 6 doivent mentionner la même date.

Seule l'inscription au registre constitue la preuve de la date d'introduction de la demande.

§ 3. Le bourgmestre ne peut en aucun cas refuser l'introduction d'une demande.

§ 4. Le cas échéant, le bourgmestre remet au demandeur la formule de certificat médical, conforme au modèle fixé par le Service.

Le bourgmestre remet également au demandeur la formule de déclaration de revenus, conforme au modèle fixé par le Service.

§ 5. Le bourgmestre joint au formulaire de demande tous les documents que le demandeur souhaite produire à l'appui de sa demande. Le cas échéant, il joint également la procuration visée à l'article 5.

Le formulaire de demande et, le cas échéant, les documents joints par le demandeur, doivent être envoyés au Service dans les cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

Toutes les demandes qui composent un même envoi sont mentionnées sur un bordereau mis à disposition par le Service, établi en double exemplaire et dont un exemplaire, signé pour réception, est renvoyé par le Service au bourgmestre.

§ 6. Le Service met à la disposition du bourgmestre les formules de demande, de déclaration de revenus et de certificat médical.

Art. 8. Lorsque la demande est introduite directement auprès du Service, celui-ci informe l'intéressé par écrit des formalités à remplir en la matière.

Dans ce cas, et à condition que l'intéressé introduise dans les 3 mois de la date d'envoi de la lettre du Service une demande auprès de l'administration communale, est considérée comme date d'introduction de la demande :

1^o la date de l'envoi recommandé, si l'intéressé a envoyé sa lettre sous pli recommandé au Service;

2^o la date de réception de la lettre par le Service, si l'intéressé a envoyé sa lettre par courrier ordinaire.

Section 2. — L'examen de la demande

Art. 9. § 1^{er}. Le Service est tenu de s'adresser au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou lorsqu'il vérifie l'exactitude de ces informations.

Le recours à une autre source n'est autorisé que dans la mesure où les informations nécessaires ne peuvent pas être obtenues auprès du Registre national.

§ 2. Les informations obtenues auprès du Registre national des personnes physiques et consignées sur une fiche d'identification versée au dossier font foi jusqu'à preuve du contraire.

Cette fiche peut être datée et signée pour certifier cette origine des informations et la date à laquelle elles font foi. Dans ce cas, le Ministre désigne les agents autorisés à procéder à cette certification.

Art. 7. § 1. De burgemeester noteert de aanvraag tot tegemoetkoming op een formulier conform het door de Dienst vastgestelde model; daarop vermeldt hij het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, evenals alle inlichtingen met betrekking tot de burgerlijke staat, de nationaliteit en de hoofdverblijfplaats van de aanvrager en, in voorkomend geval, van de personen met wie hij een huishouden vormt zoals bedoeld in artikel 7, § 3, van de wet.

Hij verklaart dat de inlichtingen met betrekking tot de identiteit en het huishouden van de aanvrager juist zijn, dat al de op het bedoelde formulier voorkomende vragen werden gesteld en dat de antwoorden op de juiste wijze werden weergegeven.

Hij doet een verklaring ondertekenen waarin de aanvrager bevestigt dat de verstrekte inlichtingen orecht en volledig zijn. Indien de aanvrager of zijn lasthebber niet kan tekenen, brengt hij een kruisje aan.

Hij stuurt deze getekende verklaring naar de Dienst.

§ 2. De burgemeester overhandigt de aanvrager een ontvangstbewijs van de aanvraag, dat de datum vermeld waarop hij zich heeft aangemeld voor het indienen van zijn aanvraag.

Het ontvangstbewijs, het aanvraagformulier en de inschrijving in het artikel 6 bedoelde register moeten dezelfde datum dragen.

Alleen de inschrijving in het register levert het bewijs van de datum van indiening van de aanvraag.

§ 3. In geen enkel geval mag de burgemeester de indiening van een aanvraag weigeren.

§ 4. De burgemeester overhandigt de aanvrager in voorkomend geval het formulier voor het geneeskundig getuigschrift, conform het door de Dienst vastgesteld model.

De burgemeester overhandigt aan de aanvrager het formulier betreffende de aangifte der inkomsten, conform het door de Dienst vastgesteld model.

§ 5. De burgemeester voegt bij het aanvraagformulier al de documenten die de aanvrager tot staving hiervan wil voorleggen. In voorkomend geval voegt hij er ook de bij artikel 5 bedoelde volmacht bij.

Het aanvraagformulier en, in voorkomend geval, de door de aanvrager bijgevoegde documenten, moeten aan de Dienst worden gezonden binnen vijf werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Al de aanvragen die deel uitmaken van eenzelfde zending worden vermeld op een door de Dienst ter beschikking gesteld bordereel, dat in dubbel exemplaar wordt opgemaakt en waarvan een exemplaar, voor ontvangst getekend, door de Dienst wordt teruggezonden aan de burgemeester.

§ 6. De Dienst stelt de formulieren voor de aanvraag, de aangifte der inkomsten en het geneeskundig getuigschrift ter beschikking van de burgemeester.

Art. 8. Wanneer de aanvraag rechtstreeks ingediend wordt bij de Dienst, stelt deze de betrokken schriftelijk in kennis van de ter zake te vervullen formaliteiten.

In dit geval en op voorwaarde dat de betrokkenen binnen 3 maanden na de verzendingsdatum van de brief van de Dienst een aanvraag indien bij het gemeentebestuur, wordt als datum van indiening van de aanvraag beschouwd :

1^o de datum van de aangetekende zending, indien de betrokkenen zijn brief bij aangetekend schrijven gericht heeft aan de Dienst;

2^o de datum van ontvangst van de brief bij de Dienst indien de betrokkenen zijn brief bij gewone post verstuurd heeft.

Afdeling 2. — Het onderzoek van de aanvraag

Art. 9. § 1. De Dienst is verplicht zich tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te richten om de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen te verkrijgen of wanneer hij de juistheid van deze informatiegegevens nagaat.

Het beroep doen op een andere bron is slechts toegestaan in de mate waarin de nodige informatiegegevens niet bij het Rijksregister verkregen kunnen worden.

§ 2. De informatiegegevens verkregen bij het Rijksregister van de natuurlijke personen en opgetekend op een identificatieve toegevoegd aan het dossier, hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Deze fiche mag gedateerd en ondertekend worden om de herkomst van deze gegevens en de datum van hun bewijskracht te waarmerken. In dit geval wijst de Minister de personeelsleden aan die gemachtigd zijn tot het aanbrengen van deze waamerking.

Lorsque la preuve du contraire est acceptée par le Service, celui-ci communique le contenu de l'information ainsi acceptée, à titre de renseignement, au Registre national des personnes physiques en y joignant les documents justificatifs.

Art. 10. § 1^{er}. Le Service examine la demande.

Il demande au demandeur tous les documents ou pièces justificatives nécessaires et recueille les renseignements afin de pouvoir examiner les droits du demandeur.

§ 2. Le demandeur est tenu de fournir au Service les renseignements demandés en vue de l'examen de son dossier. Il doit notamment transmettre sous pli fermé au Service la formule de certificat médical, remplie et signée par un médecin de son choix, et le cas échéant la formule de déclaration des revenus.

§ 3. Lorsque le demandeur ne renvoie pas dans le mois les documents ou les informations demandés, le Service envoie une lettre de rappel.

Lorsque le demandeur, malgré cette lettre de rappel, omet pendant plus d'un mois de fournir les renseignements demandés, le Service prend une décision, après avoir effectué toutes les démarches utiles en vue d'obtenir les renseignements, sur la base des éléments dont il dispose, à moins que le demandeur ne communique par écrit les raisons justifiant un délai de réponse plus long. Lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments, l'allocation est refusée.

§ 4. Les allocations peuvent être refusées sans autre examen si assez d'éléments établissent clairement que le demandeur ne remplit pas les conditions pour obtenir les allocations.

Art. 11. Les expertises en vue de l'établissement de la réduction de capacité de gain ou du manque ou de la réduction d'autonomie sont effectuées par un médecin du Service médical ou par un médecin ou une équipe multidisciplinaire désignés à cet effet par le Ministre.

Le Service médical est chargé de la surveillance du médecin et de l'équipe multidisciplinaire désignés par le Ministre en ce qui concerne les examens effectués par eux dans le cadre de la loi.

Le Ministre peut donner des instructions au médecin et à l'équipe multidisciplinaire qu'il a désignés, en vue d'une application uniforme de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

La personne handicapée a le droit de se faire accompagner, lors des expertises visées par cet article, par une personne de confiance visée par la loi du 22 août 2002 relatif aux droits du patient.

Le médecin et l'équipe multidisciplinaire respectent la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient en exécutant les expertises visées par cet article.

Art. 12. Les expertises visées à l'article 11, alinéa 1^{er}, ont lieu sur demande du Service.

Le résultat de l'expertise doit être communiqué au Service dans les trois mois.

Le Service médical, le médecin ou l'équipe multidisciplinaire désignés par le Ministre réclame au demandeur les certificats médicaux jugés nécessaires.

Afin de pouvoir réaliser les expertises visées à l'alinéa 1^{er}, une convocation est envoyée au demandeur. S'il omet de se présenter à l'expertise, une deuxième convocation lui est envoyée.

Lorsque le demandeur, malgré la deuxième convocation, omet de se présenter à l'examen, le Service médical prend une décision sur la base des éléments dont il dispose, à moins que le demandeur ne communique par écrit les raisons justifiant un délai plus long. Lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments, une décision de rejet est prise.

Si l'intéressé est incapable de se déplacer, l'expertise est réalisée sur place.

Art. 13. § 1. Le délai entre la date de réception de la demande ou la date de notification du fait qui donne lieu à la révision d'office et le premier jour du mois au cours duquel le paiement de la première mensualité de l'allocation est effectué, ne peut dépasser huit mois.

Si le Service ne peut prendre de décision pendant le délai fixé de huit mois, il en informe le demandeur par écrit.

Wanneer het bewijs van het tegendeel aanvaard wordt door de Dienst, deelt deze de inhoud van het aldus aangevraagde informatiegegeven, ten titel van inlichting, mee aan het Rijksregister van de natuurlijke personen en voegt er de bewijsstukken bij.

Art. 10. § 1. De Dienst onderzoekt de aanvraag.

Hij vraagt aan de aanvrager alle nodige bescheiden of bewijsstukken en verzamelt de inlichtingen om de rechten van de aanvrager te kunnen onderzoeken.

§ 2. De aanvrager is ertoe gehouden aan de Dienst de gevraagde inlichtingen te verstrekken met het oog op het onderzoek van zijn dossier. Inzonderheid dient hij het formulier voor het geneeskundig getuigschrift, ingevuld en ondertekend door een arts van zijn keuze, en desgevallend het formulier betreffende de aangifte der inkomsten, onder gesloten omslag te bezorgen aan de Dienst.

§ 3. Indien de aanvrager de gevraagde documenten of informatie niet terugstuurt binnen de maand, stuurt de Dienst een herinneringsschrijven.

Indien de aanvrager, ondanks dit herinneringsschrijven, gedurende meer dan een maand nalaat de gevraagde inlichtingen te verschaffen, beslist de Dienst, na alle voor het inwinnen van die inlichtingen dienstige stappen te hebben gedaan, op grond van de elementen waarover hij beschikt, tenzij de aanvrager schriftelijk de redenen opgeeft die een langere antwoordtermijn rechtvaardigen. Indien onvoldoende elementen voorhanden zijn, wordt de tegemoetkoming geweigerd.

§ 4. De tegemoetkomingen mogen zonder nader onderzoek geweigerd worden als voldoende elementen voorhanden zijn waaruit duidelijk blijkt dat de aanvrager niet de voorwaarden vervult om de tegemoetkomingen te verkrijgen.

Art. 11. De onderzoeken met het oog op het vaststellen van de vermindering van het verdienvermogen of van het gebrek aan of vermindering van de zelfredzaamheid worden uitgevoerd door een arts van de Medische Dienst of door een arts of een multidisciplinair team daartoe aangewezen door de Minister.

De Medische Dienst is belast met het toezicht op de arts en het multidisciplinair team aangewezen door de Minister wat betreft de door hen uitgevoerde onderzoeken in het kader van de wet.

De Minister mag aan de arts en het multidisciplinair team die door hem werden aangewezen, instructies geven met het oog op de eenvormige toepassing van de wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

De persoon met een handicap heeft het recht om zich bij de onderzoeken bedoeld in dit artikel, te laten bijstaan door een vertrouwenspersoon zoals bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt.

De arts en het multidisciplinair team leven de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt na bij het uitvoeren van de onderzoeken bedoeld in dit artikel.

Art. 12. De in artikel 11, eerste lid, bedoelde onderzoeken geschieden op verzoek van de Dienst.

Het resultaat van het onderzoek moet binnen drie maanden aan de Dienst worden medegedeeld.

De Medische Dienst, de arts of het multidisciplinair team aangewezen door de Minister vordert van de aanvrager de geneeskundige getuigschriften die noodzakelijk geacht worden.

Teneinde de in het eerste lid bedoelde onderzoeken te kunnen verrichten, wordt aan de aanvrager een oproeping gestuurd. Indien hij nalaat zich voor het onderzoek aan te melden, wordt hem een tweede oproeping gestuurd.

Indien de aanvrager, ondanks de tweede oproeping, nalaat zich voor het onderzoek aan te melden, beslist de Medische Dienst op grond van de elementen waarover hij beschikt, tenzij de aanvrager schriftelijk de redenen opgeeft die een langere termijn rechtvaardigen. Indien onvoldoende elementen voorhanden zijn, wordt een afwijzende beslissing genomen.

Indien de belanghebbende in de onmogelijkheid verkeert zich te verplaatsen, wordt het onderzoek ter plaatse verricht.

Art. 13. § 1. De termijn tussen de datum van ontvangst van de aanvraag of de datum van de kennissname van het feit dat aanleiding geeft tot een ambtshalve onderzoek en de eerste dag van de maand waarin de betaling van de eerste maandelijkse termijn van de tegemoetkoming wordt verricht, mag niet hoger zijn dan acht maanden.

Indien de Dienst geen beslissing kan nemen binnen de gestelde termijn van acht maanden, deelt hij dit schriftelijk mee aan de betrokkenen.

Si la demande nécessite l'intervention d'une autre institution de sécurité sociale, cette institution est interrogée par le Service.

§ 2. Le délai de huit mois visé à l'article 1^{er} est suspendu tant que l'intéressé ou une institution étrangère n'ont pas fourni complètement au Service les renseignements demandés, nécessaires pour prendre une décision.

La demande du certificat médical à l'intéressé ne suspend toutefois pas le délai, à condition que l'intéressé transmette les données demandées au Service dans le mois suivant la délivrance de celui-ci par le bourgmestre ou l'envoi de celui-ci par le Service.

§ 3. Les allocations produisent de plein droit des intérêts moratoires à partir de leur exigibilité mais au plus tôt à partir de l'expiration du délai de huit mois visé au § 1^{er}.

Ces intérêts sont calculés au taux légal. Ils s'appliquent aux mensualités ainsi qu'aux arriérés éventuels qui auraient dû être payés aux personnes handicapées entre la date visée au 1^{er} alinéa et le premier jour du mois au cours duquel le premier paiement mensuel a été effectué.

§ 4. Les intérêts moratoires visés à cet article ne sont pas payés pour la période pour laquelle des intérêts judiciaires doivent être payés.

Section 3. — Les décisions

Art. 14. Le droit à l'allocation prend cours le premier jour du mois suivant celui durant lequel le demandeur remplit les conditions fixées par la loi et au plus tôt le premier jour du mois suivant la date d'introduction de la demande.

Le droit à l'allocation prend toutefois cours le premier jour du mois suivant celui durant lequel le demandeur atteint l'âge de 21 ans, pour autant qu'il ait bénéficié jusqu'à cet âge des prestations familiales supplémentaires pour enfants handicapés, qu'il remplisse les conditions fixées par la loi et que la demande soit introduite au plus tard six mois après la date à laquelle le demandeur a atteint l'âge de 21 ans.

Art. 15. Lorsque le Service notifie une décision après sa date de prise de cours, il tient compte de plein droit des faits survenus et des éléments présentés entre la date de prise de cours de la décision et la date de sa notification pour autant que ces faits et ces éléments étaient portés à la connaissance du service avant la date de la notification de la décision.

CHAPITRE II. — Les nouvelles décisions

Art. 16. Lorsque le Service prend une nouvelle décision produisant ses effets après le 65ème anniversaire du bénéficiaire d'une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration, la capacité de gain ou le degré d'autonomie pris en considération sont ceux qui ont été fixés pour la dernière fois avant l'âge de 65 ans.

Section 1^{re}. — La nouvelle demande

Art. 17. § 1^{er}. Une nouvelle demande peut être introduite lorsque, selon le demandeur, des modifications sont intervenues qui justifient l'octroi ou l'augmentation des allocations.

Les nouvelles demandes peuvent tendre à une révision de l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie de la personne handicapée, en raison d'un changement de son état physique ou psychique, ou du fait de satisfaire aux autres conditions d'octroi.

Une nouvelle demande d'allocation de remplacement de revenus ou d'allocation d'intégration ne peut être introduite à partir du 65ème anniversaire que pour l'allocation qui était payable à la personne handicapée à son 65ème anniversaire et pour autant qu'elle restait payable après cette date.

§ 2. Une nouvelle demande ne peut être considérée comme fondée que si elle s'appuie sur des nouveaux éléments probants ou suite à une modification d'une disposition légale ou réglementaire.

§ 3. La décision prise suite à la nouvelle demande produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la nouvelle demande a été introduite.

Indien de tussenkomst van een andere instelling van sociale zekerheid vereist is om een beslissing te kunnen nemen, wordt deze instelling door de Dienst ondervraagd.

§ 2. De termijn van acht maanden bedoeld in § 1 wordt geschorst zolang de betrokkenen of een buitenlandse instelling de door de Dienst gevraagde inlichtingen, noodzakelijk voor het nemen van een beslissing, niet volledig verstrekt heeft.

Het opvragen van het geneeskundig getuigschrift aan de betrokkenen schorst de termijn evenwel niet, op voorwaarde dat de betrokkenen de gevraagde gegevens aan de Dienst bezorgt binnen de maand na de afgifte ervan door de burgemeester of na de toezending ervan door de Dienst.

§ 3. De tegemoetkomingen brengen van rechtswege verwijlrentesten op vanaf hun eisbaarheid maar ten vroegste vanaf het verstrijken van de termijn van acht maanden bedoeld in § 1.

Deze intresten worden tegen de wettelijke voet berekend. Zij hebben betrekking op de maandelijkse termijnen alsmede op de eventuele achterstallige bedragen die aan de persoon met een handicap betaald hadden moeten worden tussen de datum bedoeld in het eerste lid en de eerste dag van de maand waarin de eerste maandelijkse betaling werd verricht.

§ 4. Er worden geen verwijlrentesten betaald zoals bedoeld in dit artikel voor de periode waarvoor gerechtelijke intresten moeten betaald worden.

Afdeling 3. — De beslissingen

Art. 14. Het recht op de tegemoetkoming gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die in de loop waarvan de aanvrager voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de wet en ten vroegste de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag.

Het recht op de tegemoetkoming gaat evenwel in op de eerste dag van de maand die volgt op die in de loop waarvan de aanvrager de leeftijd van 21 jaar bereikt, voor zover hij tot deze leeftijd de bijkomende gezinsbijslag voor kinderen met een handicap heeft genoten, dat hij aan de voorwaarden bepaald bij de wet voldoet, en dat de aanvraag ingediend wordt ten laatste zes maanden na de datum waarop de aanvrager de leeftijd van 21 jaar heeft bereikt.

Art. 15. Wanneer de Dienst een beslissing ter kennis brengt na haar ingangsdatum, houdt hij van rechtswege rekening met de feiten die zich hebben voorgedaan en de elementen die werden voorgelegd tussen de ingangsdatum van de beslissing en de datum waarop ze ter kennis gebracht werd voor zover de Dienst vóór de datum van de kennisgeving van de beslissing in kennis gesteld werd van deze elementen en feiten.

HOOFDSTUK II. — De nieuwe beslissingen

Art. 16. Wanneer de Dienst een nieuwe beslissing neemt die uitwerking heeft na de 65ste verjaardag van de gerechtigde op een inkomenvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming, is het verdienvermogen of de graad van zelfredzaamheid die in aanmerking wordt genomen, deze die voor de laatste maal is vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar.

Afdeling 1. — De nieuwe aanvraag

Art. 17. § 1. Een nieuwe aanvraag mag worden ingediend wanneer zich volgens de aanvrager wijzigingen voordoen die de toekenning of verhoging van de tegemoetkomingen rechtvaardigen.

De nieuwe aanvragen kunnen strekken tot herziening ofwel van de beoordeling van het verdienvermogen of van de graad van zelfredzaamheid van de persoon met een handicap, wegens een wijziging van zijn lichamelijke of psychische toestand, ofwel van het voldoen aan de andere toekenningsoorwaarden.

Vanaf de 65ste verjaardag kan een nieuwe aanvraag voor de inkomenvervangende tegemoetkoming of de integratietegemoetkoming slechts worden ingediend wanneer deze tegemoetkoming betaalbaar was op de 65ste verjaardag van de persoon met een handicap en voor zover ze na die datum betaalbaar bleef.

§ 2. Een nieuwe aanvraag kan slechts gegrond worden verklaard wanneer zij gestaafd wordt door nieuwe bewijselementen of ten gevolge van een wijziging in een wettelijke of reglementaire bepaling.

§ 3. De beslissing die ten gevolge van de nieuwe aanvraag genomen wordt, heeft uitwerking op de eerste van de maand die volgt op die tijdens welke de nieuwe aanvraag werd ingediend.

Toutefois, lorsque la nouvelle demande est introduite dans les trois mois suivant la date de survenance d'un fait justifiant l'octroi ou la majoration de l'allocation ou la date à laquelle le demandeur en a eu connaissance, la nouvelle décision peut produire ses effets le premier jour du mois suivant la date visée en premier lieu et au plus tôt au premier jour du mois suivant la même date que celle de la décision à modifier.

Art. 18. § 1^{er}. Une nouvelle demande doit être introduite lorsqu'il existe un fait ou un élément susceptible de donner lieu à un refus ou à une réduction du montant de l'allocation, à moins qu'elle ne résulte d'une modification des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, pour autant que cette modification ait été signalée à l'administration communale compétente.

De même, le Service prend une nouvelle décision lorsqu'il a connaissance de ce fait.

§ 2. La nouvelle décision produit ses effets au premier jour du mois suivant la date à laquelle le fait ou l'élément a une influence sur le montant de l'allocation.

Toutefois, lorsque la nouvelle demande est introduite dans les 3 mois de la prise de connaissance par l'intéressé du fait ou de l'élément donnant lieu à la nouvelle décision, la nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois qui suit sa notification.

Art. 19. Les nouvelles demandes sont introduites auprès du bourgmestre de la manière prévue aux articles 5, 6 et 8.

Le bourgmestre ne remet au demandeur le formulaire visé à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, que dans le cas où une révision de l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie, en raison d'un changement de l'état physique ou psychique, est demandée.

Art. 20. La nouvelle demande est instruite conformément aux dispositions des articles 9 à 13.

Lorsque la nouvelle demande ne porte pas sur l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie, il n'est pas procédé à un nouvel examen médical.

Section 2. — Le rapport de la décision

Art. 21. Le Service peut rapporter sa décision et en prendre une nouvelle dans le délai d'introduction d'un recours devant la juridiction du travail compétente ou, si un recours a été introduit, jusqu'à la clôture des débats lorsque :

1° à la date de prise de cours de l'allocation, le droit a été modifié par une disposition légale ou réglementaire;

2° un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur les droits du demandeur sont invoqués en cours d'instance;

3° il est constaté que la décision administrative est entachée d'irrégularité ou d'erreur matérielle.

Section 3. — L'examen d'office

Art. 22. Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, le Service prend d'office une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision rectifiée aurait dû prendre effet.

Sans préjudice de l'article 21, la nouvelle décision produit ses effets, en cas d'erreur due au Service, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à l'allocation est inférieur à celui reconnu initialement.

Art. 23. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 18 et 21, il est procédé d'office à une révision du droit à l'allocation :

1° lorsque le bénéficiaire ne répond plus aux conditions de nationalité ou de résidence visées à l'article 4 de la loi.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel le bénéficiaire ne remplit plus la condition exigée;

2° lorsqu'une modification ayant une influence sur la catégorie visée à l'article 6, § 1^{er}, de la loi, intervient dans la composition du ménage.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la composition du ménage se modifie;

Zo de aanvraag evenwel wordt ingediend binnen drie maanden volgend op de datum waarop zich een feit heeft voorgedaan dat de toekeping of de verhoging van de uitkering rechtvaardigt of de datum waarop de aanvrager hiervan kennis gekregen heeft, kan de nieuwe beslissing uitwerking hebben op de eerst van de maand die op eerstgenoemde datum volgt en ten vroegste op dezelfde datum als de te wijzigen beslissing.

Art. 18. § 1. Een nieuwe aanvraag moet worden ingediend wanneer er een feit of een element bestaat dat tot een weigering of een vermindering van het bedrag van de tegemoetkoming aanleiding kan geven, tenzij deze het gevolg is van een wijziging aan de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, voor zover deze wijziging meegedeeld werd aan het bevoegde gemeentebestuur.

Zo ook neemt de Dienst een nieuwe beslissing wanneer hij van een dergelijk feit op de hoogte is.

§ 2. De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgende op de datum waarop het feit of het element een invloed uitoefent op het bedrag van de tegemoetkoming.

Wanneer de nieuwe aanvraag evenwel ingediend wordt binnen 3 maanden na de kennisname door de betrokkenen van het feit of het element dat tot de nieuwe beslissing aanleiding geeft, heeft de nieuwe beslissing uitwerking op de eerste van de maand volgend op de kennisgeving ervan.

Art. 19. De nieuwe aanvragen worden ingediend bij de burgemeester op de wijze zoals bepaald in de artikelen 5, 6 en 8.

Alleen wanneer een herziening van de beoordeling van het vermogen tot verdiensten of van de graad van zelfredzaamheid, wegens een wijziging van de lichamelijke of psychische toestand gevraagd wordt, overhandigt de burgemeester het in artikel 7, § 4, eerste lid, bedoelde formulier aan de aanvrager.

Art. 20. De nieuwe aanvraag wordt onderzocht overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 9 tot 13.

Wanneer de nieuwe aanvraag geen betrekking heeft op de beoordeling van het verdienvermogen of van de graad van zelfredzaamheid wordt niet tot een nieuw medisch onderzoek overgegaan.

Afdeling 2. — De intrekking van de beslissing

Art. 21. De Dienst kan zijn beslissing intrekken en een nieuwe beslissing nemen binnen de termijn voor het instellen van een beroep bij het bevoegde arbeidsgerecht of, indien het beroep reeds is ingesteld, tot aan de sluiting van de debatten, wanneer :

1° op de datum waarop de tegemoetkoming is ingegaan, het recht door een wettelijke of reglementaire bepaling is gewijzigd;

2° een nieuw feit of nieuw bewijsmateriaal dat een weerslag heeft op de rechten van de verzoeker, tijdens het geding wordt ingeroepen;

3° vastgesteld wordt dat de administratieve beslissing aangetast is door een onregelmatigheid of een materiële vergissing.

Afdeling 3. — Het ambtshalve onderzoek

Art. 22. Wanneer vastgesteld wordt dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing, neemt de Dienst van ambtswege een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de verbeterde beslissing had moeten ingaan.

Onverminderd de toepassing van artikel 21, heeft de nieuwe beslissing, indien de vergissing aan de Dienst te wijten is, uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving ervan, als het recht op de tegemoetkoming kleiner is dan het aanvankelijk toegekende recht.

Art. 23. § 1. In afwijking van de artikelen 18 en 21 wordt ambtshalve overgegaan tot een herziening van het recht op de tegemoetkoming :

1° wanneer de gerechtigde niet meer beantwoordt aan de in artikel 4 van de wet bedoelde voorwaarden van nationaliteit of verblijf.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan de gerechtigde niet meer aan de gestelde voorwaarde voldoet;

2° wanneer zich een wijziging die een weerslag heeft op de categorie bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet, voordoet in de samenstelling van het huishouden.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan de samenstelling van het huishouden wijzigt;

3° lorsque le bénéficiaire n'a plus d'enfant à charge et ce fait a une influence sur la catégorie visée à l'article 6, § 1^{er}, de la loi.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'enfant n'est plus à charge;

4° lorsque le revenu provenant d'un travail effectivement presté par la personne handicapée est remplacé par des prestations visées à l'article 7, § 2, de la loi.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui au cours duquel le revenu a été remplacé par la prestation visée;

5° à la date fixée par une décision antérieure lorsque celle-ci a été prise sur la base d'éléments à caractère provisoire ou évolutif.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui de la notification de la décision;

6° cinq ans après la première date d'effet de la dernière décision d'octroi d'une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration. Toutefois, cette révision ne porte pas sur l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui de la notification de la décision;

7° lorsque le bénéficiaire ne répond plus aux conditions de capacité de gain ou de degré d'autonomie.

La nouvelle décision produit ses effets le premier jour du mois suivant celui de la notification de la décision.

§ 2. La nouvelle décision ne peut avoir effet avant la date de prise de cours de la décision qui attribue pour la première fois une allocation.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales concernant le paiement des allocations*

Section 1^{re}. — Modalités de paiement

Art. 24. § 1. Les allocations sont payées par mois et par douzièmes.

L'exécution des paiements se fait à la résidence de la personne handicapée.

§ 2. Le paiement des allocations est effectué par virement sur un compte ouvert au nom du bénéficiaire ou sur un compte sur lequel la personne handicapée a procuration.

Il y a lieu d'entendre par établissements financiers visés à l'alinéa précédent :

1° les banques installées en Belgique;

2° les institutions visées à l'article 13, alinéa 2, b) et c), de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des institutions de crédit;

3° la Poste.

La personne à laquelle l'allocation est payée marque son accord pour que les montants versés indûment à la suite de son décès ou de son départ à l'étranger puissent être récupérés auprès de l'institution qui gère le compte financier.

§ 3. Par dérogation au § 2, les allocations sont payées :

1° au tuteur lorsque le bénéficiaire est interdit;

2° à la personne qui exerce la puissance parentale lorsque le bénéficiaire est un mineur d'âge soumis exclusivement à la puissance parentale ou lorsqu'il s'agit soit d'un mineur, soit d'un majeur qui, en application de l'article 487bis du Code civil a été placé sous statut de minorité prolongée;

3° au tuteur lorsqu'il s'agit d'un mineur d'âge qui est soumis soit exclusivement à la tutelle, soit simultanément à la puissance parentale et à la tutelle, ou lorsqu'il s'agit soit d'un mineur, soit d'un majeur qui, en application de l'article 487bis du Code civil, a été placé sous statut de minorité prolongée;

4° à l'administrateur provisoire désigné en application de l'article 1246 du Code Judiciaire lorsque le bénéficiaire est en instance d'interdiction;

5° à l'administrateur provisoire désigné par la commission de défense sociale ou désigné par le juge de paix en application de l'article 29 de la loi du 1^{er} juillet 1964;

3° wanneer de gerechtigde geen kind meer ten laste heeft en dit feit een weerslag heeft op de categorie bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan de kinderlast wegvalt;

4° wanneer het inkomen voortkomend uit werkelijk door de persoon met een handicap gepresteerde arbeid wordt vervangen door uitkeringen bedoeld in artikel 7, § 2, van de wet.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan het inkomen door de bedoelde uitkering werd vervangen;

5° op de datum bepaald door een vorige beslissing wanneer die werd getroffen op grond van voorlopige of evoluerende elementen.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing;

6° vijf jaar na de eerste ingangsdatum van de laatste beslissing waarbij een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietegemoetkoming werd toegekend. Deze herziening heeft nochtans geen betrekking op de beoordeling van het verdienvermogen of de graad van zelfredzaamheid.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing;

7° wanneer de gerechtigde niet meer voldoet aan de voorwaarden van verdienvermogen of van de graad van zelfredzaamheid.

De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.

§ 2. De nieuwe beslissing kan geen uitwerking hebben vóór de ingangsdatum van de beslissing waarbij voor de eerste maal een tegemoetkoming wordt toegekend.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen inzake de betaling van de tegemoetkomingen*

Afdeling 1. — Betalingsmodaliteiten.

Art. 24. § 1. De tegemoetkomingen worden per maand en per twaalfden uitbetaald.

Het uitvoeren van betalingen gebeurt op de verblijfplaats van de persoon met een handicap.

§ 2. De uitbetaling van de tegemoetkomingen wordt uitgevoerd door overschrijving op een rekening bij een financiële instelling die werd geopend op naam van de persoon met een handicap of waarop deze een volmacht heeft.

Onder de financiële instellingen, bedoeld in het vorige lid, moet worden verstaan :

1° de in België gevestigde banken;

2° de instellingen bedoeld in artikel 13, tweede lid, b) en c), van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

3° de post.

De persoon aan wie een tegemoetkoming wordt betaald, gaat er mee akkoord dat bedragen die ten onrechte betaald werden ten gevolge van overlijden of vertrek naar het buitenland, teruggevorderd kunnen worden via de instelling die de financiële rekening beheert.

§ 3. In afwijking van § 2 gebeurt de uitbetaling van de tegemoetkomingen :

1° aan de voogd, wanneer de gerechtigde onbekwaam is verklaard;

2° aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent wanneer de gerechtigde een minderjarige is die uitsluitend onder de ouderlijke macht staat of wanneer het een minderjarige of een meerderjarige betreft, die, bij toepassing van artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek, in staat van verlengde minderjarigheid is geplaatst;

3° aan de voogd wanneer het een minderjarige betreft die hetzelfd uitsluitend onder voogdij, hetzelfd tegelijkertijd onder de ouderlijke macht en onder voogdij staat, of wanneer het een minderjarige of een meerderjarige betreft die, bij toepassing van artikel 487bis van het Burgerlijk Wetboek, in staat van verlengde minderjarigheid is geplaatst;

4° aan de bij toepassing van artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek aangestelde voorlopige bewindvoerder wanneer de onbekwaamverklaring van de gerechtigde is gevorderd;

5° aan de voorlopige bewindvoerder aangesteld door de commissie voor sociale bescherming of door de vrederechter bij toepassing van artikel 29 van de wet van 1 juli 1964;

6° à l'administrateur provisoire désigné par le juge de paix en application de l'article 488bis, b), § 1^{er} du Code Civil.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, le paiement est effectué sur un compte financier ouvert au nom du bénéficiaire, sur lequel l'administrateur provisoire désigné, le tuteur ou le parent a procuration.

§ 4. Par dérogation au § 2 et sur demande expresse et motivée du bénéficiaire, le paiement peut aussi s'effectuer au moyen d'assignations postales dont le montant est payable à domicile, en mains propres du bénéficiaire.

Art. 25. Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, le paiement par assignation postale s'effectue annuellement, en décembre, pour les arriérages échus au cours de l'année, lorsque le montant global à payer par mois est inférieur à 11,45 EUR.

Le montant précité est lié à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 26. Le montant des allocations à payer est fixé en négligeant les fractions d'euro qui n'atteignent pas cinquante centièmes d'un centime. Les fractions d'euro qui atteignent ou dépassent cinquante centièmes d'un centime sont comptées pour un centime. L'ajustement à l'euro s'opère sur le montant mensuel à payer.

Section 2. — Le paiement d'avances

Art. 27. En cas d'application de l'article 7, § 4, de la loi, le demandeur de l'avance doit indiquer sur quelles prestations ou indemnités il souhaite obtenir une avance, par qui celles-ci sont, selon son avis, dues et pour quelle période.

Il doit également communiquer si les instances qui doivent les prestations ou indemnités ont accordé des avances.

Le demandeur doit en outre avertir le Service dès qu'il obtient ces prestations ou indemnités.

L'avance n'est pas accordée pour des périodes antérieures à la demande.

Elle est accordée jusqu'à concurrence des montants de l'allocation à laquelle la personne handicapée peut prétendre.

Section 3. — Les conditions de paiement

Art. 28. Les allocations ne sont pas payées pendant la durée de leur détention ou de leur internement aux personnes handicapées détenues dans une prison ou internées dans un établissement de défense sociale.

Les personnes intéressées peuvent toutefois prétendre aux allocations afférentes à la période de leur détention préventive à condition pour elles d'établir qu'elles ont été acquittées par une décision de justice coulée en force de chose jugée du chef de l'infraction qui a donné lieu à cette détention. Il en est de même dans les cas de non-lieu et de mise hors cause.

Section 4. — La récupération des allocations perçues indûment

Art. 29. Le Ministre peut, dans des cas dignes d'être pris en considération et sur avis de la Commission d'aide sociale aux personnes handicapées, renoncer en tout ou en partie à la récupération d'allocations payées indûment lorsque le débiteur n'a commis aucune faute ou négligence.

Le Ministre ne procède pas à la récupération des allocations payées indûment lorsque la somme payée indûment est inférieure à 335,00 EUR, à la condition que le débiteur n'ait commis aucune fraude, dol ou manœuvres frauduleuses et que des arriérés échus et non encore payés d'allocations aux personnes handicapées ne soient pas disponibles. Dans ce dernier cas la compensation des dettes est appliquée.

6° aan de voorlopige bewindvoerder door de vrederechter aangesteld bij toepassing van artikel 488bis, b) § 1 van het Burgerlijk Wetboek.

In de gevallen bedoeld in vorig lid, geschiedt de betaling op een financiële rekening geopend op naam van de gerechtigde waarop de aangestelde voorlopige bewindvoerder, voogd of ouder een volmacht heeft.

§ 4. In afwijking van § 2, en op uitdrukkelijk en gemotiveerd verzoek van de gerechtigde, kan de uitbetaling ook gebeuren door postassignaties waarvan het bedrag ten huize betaalbaar is in handen van de gerechtigden.

Art. 25. In afwijking van artikel 24, § 1, gebeurt de betaling per postassignatie jaarlijks in december voor de in de loop van het jaar vervallen termijnen, wanneer het per maand te betalen globaal bedrag lager is dan 11,45 EUR.

Het bovenvermelde bedrag is gekoppeld aan de spilindex 103,14 (basis 1996 = 100) van de consumptieprijs overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der werknemers, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer der consumptieprijs worden gekoppeld.

Art. 26. Het bedrag van de uit te betalen tegemoetkomingen wordt vastgesteld zonder rekening te houden met de eurogedeelten beneden de vijftig honderdsten van een cent. De eurogedeelten van vijftig honderdsten van een cent en meer worden voor één eurocent gerekend. De afronding op de euro geschiedt op het uit te betalen maandelijks bedrag.

Afdeling 2. — De betaling van voorschotten

Art. 27. In geval van toepassing van artikel 7, § 4, van de wet moet de aanvrager van het voorschot aanduiden op welke uitkeringen of vergoedingen hij een voorschot wenst te verkrijgen, door wie deze naar zijn mening verschuldigd zijn en voor welke periode.

Hij moet eveneens mededelen of de instanties welke deze uitkeringen of vergoedingen verschuldigd zijn, voorschotten hebben toegekend.

De aanvrager moet de Dienst bovendien verwittigen van zodra hij deze uitkeringen of vergoedingen verkrijgt.

Het voorschot wordt niet toegekend voor perioden voorafgaand aan de aanvraag.

Het wordt verleend ten belope van de bedragen van de tegemoetkoming waarop de persoon met een handicap aanspraak kan maken.

Afdeling 3. — Betalingsvoorwaarden

Art. 28. De tegemoetkomingen worden niet uitbetaald voor de duur van hun gevangenschap of opsluiting aan de personen met een handicap die in gevangenis zijn opgesloten of die in een instelling van sociaal verweer zijn opgenomen.

De belanghebbenden mogen evenwel aanspraak maken op de tegemoetkomingen die betrekking hebben op de periode van hun voorlopige hechtenis op voorwaarde dat zij van het misdrijf dat tot die hechtenis aanleiding heeft gegeven, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke uitspraak werden vrijgesproken. Hetzelfde geldt voor de gevallen van buitenvervolgingstelling of van buitenzaakstelling.

Afdeling 4. — De terugvordering van ten onrechte ontvangen tegemoetkomingen

Art. 29. De Minister kan, in behartenswaardige gevallen en na advies van de Commissie voor sociaal hulpbetoon aan de personen met een handicap, voor het geheel of voor een gedeelte afzien van de terugvordering van de tegemoetkomingen die ten onrechte uitbetaald werden, ingeval de schuldenaar geen enkele fout of nalatigheid treft.

De Minister gaat niet over tot de terugvordering van de onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen wanneer het onverschuldigd betaalde bedrag lager is dan 335,00 EUR op voorwaarde dat de schuldenaar geen bedrog, arglist of bedrieglijke handelingen heeft begaan en dat er geen vervallen en nog niet uitbetaalde achterstallen van tegemoetkomingen vorhanden zijn. In dat laatste geval wordt schuldbvergelijking toegepast.

Le montant précité est lié à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 30. La demande en renonciation se fait par lettre recommandée.

Si la demande se fait par simple lettre, le terme du délai visé à l'article 16, § 6, de la loi, est établi à partir de la date de réception de la lettre par le Service.

Art. 31. La Commission d'aide sociale aux personnes handicapées comporte une section francophone et une section néerlandophone.

Chaque section comprend un président et sept membres spécialement qualifiés en raison de leur participation aux activités d'organisations s'intéressant aux personnes handicapées ou en raison de leurs activités sociales.

Les présidents et les membres sont nommés par Nous, pour un terme de six ans.

Le président ou le membre nommé en remplacement d'un président ou d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de celui-ci.

Un fonctionnaire représentant le Ministre assiste aux réunions avec voix consultative.

Le secrétariat de chaque section est assumé par un fonctionnaire désigné par le Ministre.

Art. 32. La Commission donne son avis dans les trente jours à partir du moment où les cas lui sont soumis par le secrétariat.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 33. Les présidents, les membres et le fonctionnaire représentant le Ministre ont droit à un jeton de présence. Les secrétaires bénéficient d'une indemnité.

Les montants du jeton de présence et de l'indemnité sont identiques à ceux du Conseil supérieur national des personnes handicapées.

Les présidents et les membres de la Commission obtiennent, le cas échéant, des indemnités de séjour et le remboursement de leurs frais de déplacement, conformément à la réglementation applicable aux fonctionnaires de rang 13 des ministères.

CHAPITRE IV. — Le paiement des allocations échues et non payées au moment du décès du bénéficiaire

Art. 34. En cas de décès du bénéficiaire de l'allocation, les termes échus et non payés sont payés d'office au conjoint ou à la personne avec laquelle il était établi en ménage dans le cadre d'un contrat légal de cohabitation, pour autant qu'il existait une cohabitation de fait au moment de son décès.

A défaut du conjoint ou de la personne visée à l'alinéa 1^{er}, les termes échus et non payés, y compris la prestation du mois du décès pour autant que le bénéficiaire n'était pas décédé à la date de l'exécution du paiement auprès du système national de compensation ou, en cas de paiement par assignation postale, à la date d'émission de celle-ci, sont versés dans l'ordre ci-après :

1° aux enfants avec lesquels le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

2° aux père et mère avec lesquels le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

3° à toute personne avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

4° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation;

5° à la personne qui a acquitté les frais funéraires.

Het bovenvermelde bedrag is gekoppeld aan de spilindex 103,14 (basis 1996 = 100) van de consumptieprijs overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der werknemers, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer der consumptieprijs worden gekoppeld.

Art. 30. De aanvraag tot verzaking gebeurt bij aangetekende brief.

Indien de aanvraag bij gewone brief gebeurt, begint de termijn bedoeld in artikel 16, § 6, van de wet te lopen vanaf de datum van ontvangst van de brief door de Dienst.

Art. 31. De Commissie voor sociaal hulpbetoon aan personen met een handicap omvat een Franstalige en een Nederlandstalige afdeling.

Elke afdeling is samengesteld uit een voorzitter en zeven leden die, uit hoofde van hun deelname aan de activiteiten van instellingen die zich met zorg voor personen met een handicap bezighouden of wegens hun sociale activiteiten, daartoe bijzonder geschikt zijn.

De voorzitters en de leden worden door Ons benoemd voor een termijn van zes jaar.

De voorzitter of het lid dat ter vervanging van een overleden of uittredend voorzitter of lid wordt benoemd, voleindigt diens mandaat.

Een ambtenaar, vertegenwoordiger van de Minister, woont de vergadering bij. Hij heeft raadgevende stem.

Het secretariaat van elke afdeling wordt waargenomen door een ambtenaar, aangewezen door de Minister.

Art. 32. De Commissie geeft haar advies binnen dertig dagen na de voorlegging van de gevallen door het secretariaat.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 33. De voorzitters, de leden en de ambtenaar-vertegenwoordiger van de Minister hebben recht op een presentiegeld. De secretarissen genieten een vergoeding.

De bedragen van presentiegeld en vergoeding zijn dezelfde als deze voor de Nationale Hoge Raad voor de personen met een handicap.

De voorzitters en de leden van de Commissie krijgen in voorkomend geval verblijfsvergoedingen en de terugbetaling van de reiskosten, overeenkomstig de reglementering die geldt voor de ambtenaar van rang 13 van de ministeries.

HOOFDSTUK IV. — De betaling van de vervallen en bij het overlijden van de gerechtigde niet betaalde tegemoetkomingen

Art. 34. In geval van overlijden van de gerechtigde op een tegemoetkoming, worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen van arbeidswege uitbetaald aan de echtgenoot of de persoon met wie de gerechtigde samenleefde in het kader van een wettelijk samenlevingscontract, althans voor zover er feitelijke samenwoonst was op het ogenblik van zijn overlijden.

Bij ontstentenis van de in het eerste lid bedoelde echtgenoot of persoon worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen, met inbegrip van de uitkering voor de maand van overlijden voor zover de gerechtigde niet overleden was op de in het nationaal compensatiesysteem geldende uitvoeringsdatum of, bij betaling via postassignatie, op de uitgiftedatum ervan, uitbetaald in volgende orde :

1° aan de kinderen met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;

2° aan de vader en de moeder met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;

3° aan ieder persoon met wie de gerechtigde leefde op het ogenblik van zijn overlijden;

4° aan de persoon die in de verplegingskosten tussenbeide kwam;

5° aan de persoon die de begrafeniskosten betaalde.

Les termes échus et non payés à un bénéficiaire décédé sont versés d'office à l'ayant droit visé à l'alinéa premier, et à défaut de celui-ci, aux ayants droit visés au deuxième alinéa, 1°, et à défaut de ceux-ci, aux ayants droit visés au deuxième alinéa, 2°.

Les autres ayants droit énumérés ci-dessus qui désirent obtenir la liquidation, à leur profit, des arrérages échus et non payés à un bénéficiaire décédé, doivent adresser une demande au Ministre.

La demande datée et signée est introduite sur un formulaire dont le modèle est établi par le Service. Le bourgmestre de la commune où le défunt avait sa résidence principale ou le bourgmestre de la commune où le défunt vivait avec une des personnes visées à l'alinéa 2, 3°, certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur cette formule et la contresigne. Les personnes visées à l'alinéa 2, 4° et 5°, peuvent faire signer la demande par le bourgmestre de leur résidence principale.

Sous peine de forclusion, les demandes de paiement d'arrérages doivent être introduites dans un délai de six mois.

Ce délai prend cours le jour du décès du bénéficiaire ou le jour de l'envoi de la notification de la décision, si celle-ci a été envoyée après le décès.

Lorsque cette notification est renvoyée à l'expéditeur en raison du décès du bénéficiaire, une nouvelle notification est envoyée au bourgmestre de la commune où le défunt avait sa résidence principale. Le bourgmestre fait parvenir cette notification à la personne qui, en vertu du premier ou du deuxième alinéa, entre en ligne de compte pour le paiement des arrérages.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires*

Section 1^{re}. — Abrogations dans l'arrêté du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration

Art. 35. Les articles 1bis, 10 à 27, 29 à 31 et 33 à 38 de l'arrêté du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration sont abrogés.

Section 2. — Abrogations dans l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

Art. 36. Les articles 1bis, 25 à 46, 48 à 50bis de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 37. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2003, à l'exception de l'article 34, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 38. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales
F. VANDENBROUCKE

De vervallen en aan de overleden gerechtigde niet uitbetaalde termijnen worden van ambtswege uitbetaald aan de in het eerste lid beoogde rechthebbende en bij ontstentenis van deze, aan de in het tweede lid, 1° beoogde rechthebbenden, en bij ontstentenis van deze aan de in het tweede lid, 2°, beoogde rechthebbende.

De overige hierboven vermelde rechthebbenden, die de betaling van de vervallen en aan een overleden gerechtigde niet uitgekeerde termijnen in hun voordeel verlangen, moeten een aanvraag tot de Minister richten.

De gedagtekende en ondertekende aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Dienst. De burgemeester van de gemeente waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats had of de burgemeester van de gemeente waar de overledene samenleefde met één der in het tweede lid, 3°, bedoelde personen bevestigt de juistheid van de op dit formulier vermelde gegevens en ondertekent dit mede. De personen bedoeld in het tweede lid, 4° en 5°, kunnen de aanvraag laten ondertekenen door de burgemeester van hun hoofdverblijfplaats.

Op straffe van verval moeten de aanvragen tot uitbetaling van termijnen ingediend worden binnen een termijn van zes maanden.

Die termijn gaat in op de dag van het overlijden van de gerechtigde of op de dag van de verzending van de kennisgeving van de beslissing, indien deze na het overlijden verzonden werd.

Wanneer deze kennisgeving aan de afzender teruggezonden wordt wegens het overlijden van de gerechtigde, wordt een nieuwe kennisgeving gezonden aan de burgemeester van de gemeente waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats had. De burgemeester bezorgt deze kennisgeving aan de persoon, die krachtens het eerste of tweede lid, voor de uitbetaling van de termijnen in aanmerking komt.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffingen in het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming

Art. 35. De artikelen 1bis, 10 tot 27, 29 tot en met 31 en 33 tot en met 38 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming worden opgeheven.

Afdeling 2. — Opheffingen in het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

Art. 36. De artikelen 1bis, 25 tot en met 46, 48 tot en met 50bis van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 37. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003, met uitzondering van artikel 34, dat in werking treedt op 1 januari 2003.

Art. 38. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken
F. VANDENBROUCKE